

6 mars 2013

**Comment sauver l'industrie française ?
Pierre-Noël Giraud et Thierry Weil
Article pour Le Monde, version longue**

L'industrie française a perdu 2 millions d'emplois sur 5 en 20 ans. Mais l'Allemagne et la Suède en ont perdu, en proportion, presque autant. Le vrai symptôme de notre décrochage industriel est le solde commercial. Il est déficitaire depuis 2005. En 2010, le déficit de la balance des biens hors énergie atteints 50 milliards, et la facture énergétique est du même ordre.

Il faut nous défaire au plus vite de deux illusions. La première est que des exportations de services pourraient combler ce déficit. Les services ne représentent que 20 % du commerce mondial, une part stable depuis 10 ans. Ayons les ordres de grandeur en tête : la même année 2010, notre solde positif des échanges de services de tourisme, un secteur où nous excellons s'élevait à 5,3 milliards alors que pour les autres services nous avons un déficit de 1,2 milliards. Espère-t-on que leur développement comblera notre déficit industriel ?

La seconde illusion est qu'il suffirait de maintenir et conforter notre avance dans les industries de haute technologie (aéronautique, pharmacie, électronique, défense) ou de marques (luxe, une partie de l'agroalimentaire, etc.). En effet ces deux secteurs ne représentant en 2010 que 18 % de la valeur ajoutée et 12 % de l'emploi industriel. Peut-on penser un instant qu'ils puissent rapidement compenser les 40 % d'emplois industriels menacés de disparition ? Alors que depuis cinq ans, ils ont à peine réussi à maintenir le nombre de leurs emplois ?

En vérité les distinctions en industries/services et haute technologie/moyenne et basse technologie, sont dépassées. L'industrie allemande excelle dans des secteurs classés en moyenne technologie par l'OCDE mais qui sont de très haute technologie organisationnelle. Plus généralement l'industrie, au sens traditionnel de l'industrie manufacturière, et services forment désormais un système. Pas de services sans réseaux, bien d'équipement et de consommations finales. Pas d'industrie sans de nombreux services qu'elle a d'ailleurs bien souvent externalisé. C'est une complète absurdité d'imaginer une division internationale du travail entre pays « intellectuels » et pays « manuels », entre pays « concepteurs et créateurs » et pays « fabricants et exécutants ». Il est impossible d'innover durablement loin des usines et loin des consommateurs.

Ajoutons à cela l'éclatement géographique des chaînes de valeur des produits

manufacturés, la mise en compétition systématique, par ses grands nomades que sont les firmes globales, de l'ensemble des pays pour y localiser chaque maillon des chaînes de valeur. Il en résulte que nous nous manquons désormais cruellement des métriques élémentaires pour mesurer notre place exacte dans la globalisation et ce sur quoi il faut faire porter nos efforts pour ne pas décrocher. Il est désormais évident, Pascal Lamy le dit depuis des années, qu'il nous faut rapidement disposer de comptabilité du commerce international en valeur ajoutée. Il nous faut également une comptabilité des emplois en termes « d'emplois nomades », exposés directement à la compétition internationale car produisant, exportant et important des biens et services échangeables internationalement, et « d'emplois sédentaires », produisant exclusivement les biens et services consommés localement.

Si l'on raisonne en termes d'emplois nomades et sédentaires, il apparaît immédiatement que si les sédentaires ont tout intérêt à ce que « leurs » nomades soient non seulement nombreux mais riches, il apparaît aussi que les nomades ont intérêt à ce que « leurs » sédentaires soient pauvres, afin de leur fournir des biens et services locaux, dont certains sont des facteurs de production, à très bas prix. Fin de la solidarité objective du modèle des trente glorieuses. Emergence du modèle indien où des îlots de prospérité, composés de nomades globalisés peu nombreux et très relativement très riches, flottent sur un océan de sédentaires très pauvres. Ce modèle menace tout particulièrement les États-Unis. Mais même en Allemagne et en France, le nombre d'emplois nomades a diminué de près d'un tiers en 20 ans. Il n'est plus que de 15 % en France en 2008, et 21% en Allemagne. En conséquence dans ces deux pays, et particulièrement en Allemagne, les écarts de revenus entre les nomades survivants et les sédentaires se sont accrus de 30 %. A ce rythme, en Allemagne aussi on va voir apparaître des «working poors », si ce n'est pas déjà le cas, avec en 2010 7,1% des actifs à moins de 940 € par mois et 7,5 millions d'employés à moins de 9,26 € bruts de l'heure.

Il est urgent d'inverser la tendance et pour cela il faut maintenir, créer et attirer sur notre territoire beaucoup plus d'emplois nomades, ce qui signifie qu'il faut sauver puis développer ce qui nous reste d'industrie - services. Cela exige d'agir à trois niveaux.

Premier niveau. Il faut d'abord balayer devant notre porte. Les raisons du décrochage de l'industrie française sont bien identifiées. Le récent Rapport Gallois les résume à nouveau et propose des solutions. Toutes nos faiblesses dans l'industrie relèvent de ce que l'on appelle désormais le capital social. En vérité la France n'est qu'une « social-démocratie d'État ». Elle ne l'est toujours pas dans ses relations sociales. Les efforts à fournir, répétons le bien identifiés, concernent : la formation initiale et permanente, les relations sociales et la gouvernance des entreprises, leur financement et la transmission des entreprises familiales, une fiscalité et un financement des transferts sociaux non pénalisante, claire, lisible et stable, l'amélioration des relations avec la sous-traitance, la création de pôles d'activités complémentaires et l'investissement dans les réseaux de relations, une simplification des rapports aux administrations centrales et locales. Tout

cela au service d'une indispensable « montée en gamme ». On sait ce qu'il faut faire. L'objectif est de retrouver une compétitivité internationale équivalente à celle des meilleurs Européens, Allemagne et la Suède. On aura alors des arguments pour discuter avec eux du deuxième niveau.

Second niveau : « Eviter l'Europe des Curiaces ». Il faut stopper les compétitions destructrices au sein de l'Europe par abaissement du coût des facteurs. Il est impossible que l'Europe du Nord, avec son hinterland l'Europe de l'Est, se spécialise seule dans l'industrie et les services associés. Que leur vendront alors les pays d'Europe du Sud ? Du tourisme ? De l'huile d'Olive et du vin ? Il faut une politique industrielle stratégique européenne qui répartisse mieux l'industrie au sein des territoires et favorise la convergence des économies.

Troisième niveau : le monde. L'Europe, en voie de règlement de ses problèmes internes qui sont considérables, doit négocier avec les pays émergents la question de la répartition mondiale de l'industrie. En raison de gigantesques imperfections de marché et de défauts manifestes de coopération, la répartition de l'industrie mondiale est aujourd'hui très sous optimale. Il y en a dramatiquement trop peu en Afrique, le géant démographique de demain. Il y en a désormais trop peu en Europe et un Américain du Nord. En Asie, elle est trop extravertie. Il serait évidemment de l'intérêt collectif : 1) que les firmes des pays asiatiques émergents mais aussi du Brésil investissent encore plus massivement dans l'industrie manufacturière en Afrique ; 2) que les pays émergents se recentrent sur leur marché intérieur et se fixent comme objectif de réduire les immenses inégalités qui se sont creusées ou persistent en leur sein. 3) qu'enfin l'Europe cesse de se dé industrialiser, en détruisant de manière massive un capital humain et social qu'il sera très difficile voire impossible de reconstituer, lorsque les pays émergents auront perdu leur compétitivité dans des segments entiers des chaînes de valeur où ils excellent aujourd'hui.

Pour parvenir à une meilleure répartition de l'industrie mondiale il faut privilégier la négociation et la coopération avec les pays émergents. Une combinaison de politique macro-économiques, de change, industrielles, négociées est certainement le meilleur moyen d'atteindre les objectifs de rééquilibrage de l'industrie- services dans le monde qui s'impose. Mais dans toute négociation, il faut un plan B. Nous avons proposé, à l'image de ce que font les pays émergents comme la Chine, qu'en cas d'impossibilité de négocier, l'Europe impose des normes de valeur ajoutée locale minimale pour avoir accès au marché européen.

Ce qui est essentiel aujourd'hui est de prendre conscience de l'importance de ces enjeux et de l'urgence d'avancer simultanément sur les trois fronts qui viennent d'être évoqués.